


Journal *Die Tageszeitung (TAZ)*

Tout ce qui brille n'est pas or

L'Afrique du Sud a été pendant un siècle entier le premier producteur mondial d'or. Le boom de l'or dans ce pays a cependant un impact néfaste sur l'environnement et la population locale.


BERLIN taz Le secteur de l'or est en plein essor, mais le principal fournisseur historique du métal jaune se trouve en pleine crise. Pour la première fois depuis 1905, l'Afrique du Sud a perdu sa position de premier producteur d'or mondial en se faisant devancer par la Chine (254.7 tonnes contre 272 tonnes). Cette contre-performance est révélatrice de la tendance en Afrique du Sud, où la production d'or a chuté de 16.5% en janvier 2008 par rapport à janvier 2007.

Les mines d'or sud-africaines, qui fournissaient jadis quatre cinquièmes de la production mondiale, ont atteint leurs limites de capacités: impossible de creuser à plus de 3000 mètres sous terre, alors que la température dans les galeries monte déjà à 40 degrés, d'autant que l'on n'est plus au temps de l'apartheid et que les quelque 200 000 mineurs sud-africains réclament aujourd'hui des conditions de travail décentes, notamment un salaire correct et un logement convenable. L'année 2005 a vu la première grève nationale des mineurs dans l'histoire du pays et, en cette année 2008, de nombreuses mines ont dû fermer provisoirement leurs portes fin janvier, sans que cela soit dû à un mouvement social: suite à l'extension du réseau d'alimentation en électricité aux quartiers noirs pauvres, l'Afrique du Sud ne produit plus assez d'électricité pour satisfaire la demande des groupes extracteurs d'or et de platine, très gourmands en électricité. Or, sans courant, les galeries ne peuvent pas être ventilées, l'eau ne peut pas être pompée et les monte-charges ainsi que les poulies d'extraction ne peuvent pas fonctionner.



Les rapports de pouvoir sont en train de basculer dans l'industrie minière mondiale. Les groupes miniers sud-africains se sont implantés il y a un certain temps déjà dans d'autres pays du continent présentant un potentiel d'extraction: le Ghana, le Mali, la Tanzanie et le Congo. En Afrique du Sud, les filiales du géant minier Anglo-American, qui avait initié un siècle plus tôt le développement de l'industrie de l'or, du diamant et du cuivre dans la région sous l'égide de la puissante famille Oppenheimer, constituent l'avant-garde de la politique du «black empowerment» menée par le gouvernement, politique qui vise à favoriser l'émergence d'une couche d'entrepreneurs noirs. Anglo Gold, une filiale du groupe Anglo-American, a fusionné en 2004 avec l'entreprise ghanéenne Ashanti Gold pour former la société Anglo Gold Ashanti, aujourd'hui le deuxième producteur d'or mondial et la plus influente multinationale africaine. La suppression des inégalités de l'apartheid contribue ainsi au développement d'un capitalisme panafricain basé sur l'or.

Cela ne va pas sans heurts, car l'extraction de l'or est une activité particulièrement pénible, notamment lorsqu'elle n'est pas pratiquée dans des mines industrielles, mais à ciel ouvert ou par des orpailleurs qui se servent de calebasses pour laver le sable du lit des fleuves à la recherche du métal jaune, au prix d'un travail méticuleux et extrêmement laborieux. Un rapport publié l'année dernière par l'association britannique «War on Want» montre que le cyanure utilisé sur les sites d'extraction d'Anglo Gold Ashanti au Ghana a causé des dégâts considérables sur l'environnement. L'association internationale FIAN s'est elle aussi penchée sur l'exploitation minière de l'or au Ghana et a révélé que l'extraction à ciel ouvert a pour conséquence l'expulsion de paysans sans indemnité convenable et la mise en danger du système d'approvisionnement en eau potable des habitants.



Les problèmes sont encore plus graves en République démocratique du Congo. Sur la principale concession d'or du pays, près de Mongbwalu, dans le district nord-oriental de l'Ituri, qui a été pendant des années le théâtre de conflits meurtriers, on compte actuellement une centaine de milliers de prospecteurs. Or, cette zone a été attribuée au groupe Anglo Gold Ashanti, qui se creuse maintenant la tête pour trouver un moyen de se débarrasser des prospecteurs. Les mines d'or de la province de l'Orientale sont en partie sous le contrôle de miliciens ou de soldats qui font commerce du métal précieux, mais cette industrie informelle de l'or soutient l'économie de cette région dévastée par la guerre. Le «Pole Institute» de l'Est congolais a publié l'année dernière des chiffres indiquant qu'en 2006, près de 20 tonnes d'or ont été exportées du Congo oriental pour une valeur de 200 millions de dollars, 99% de cette production n'apparaissant pas dans les statistiques officielles. La situation est similaire au Zimbabwe, où la contrebande d'or est tout aussi florissante.

A l'instar des diamants, l'or se prête parfaitement à la contrebande, car même en toute petite quantité, il a une grande valeur. «Au Congo, tout le monde se balade avec de l'or dans ses poches», explique le spécialiste en sciences sociales François Bura de l'Ituri, «mais une fois passée la frontière, l'or circule clandestinement par des voies non officielles: il suffit de confier un petit paquet à un douanier à qui l'on a préalablement graissé la patte ou de dissimuler l'or dans des produits cosmétiques.»

Dans le cas des diamants, au niveau international, le risque que ce type de trafic serve à financer des guerres civiles a été identifié et dénoncé il y a longtemps déjà. Une réglementation internationale a été établie en 2003 dans le cadre du «Processus de Kimberley», qui a initié un système de certification des diamants bruts visant à empêcher l'accès aux marchés légaux des diamants extraits et commercialisés illégalement. Malheureusement, il n'existe pas d'entente politique équivalente pour l'or, et plus le prix du métal jaune augmente, plus l'attrait pour les opérations illicites croît.

DOMINIC JOHNSON